

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 86/03

ÉFAI – 030202 – ASA 11/009/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE DÉTENTION AU SECRET / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ / CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS

AFGHANISTAN /
ÉTATS-UNIS

Haji Naim Kuchai (h), 65 ans

Londres, le 26 mars 2003

Haji Naim Kuchai, dirigeant de premier plan des Kuchi, tribu de l'est de l'Afghanistan, a été arrêté le 1^{er} janvier dans ce pays par les forces militaires américaines. Il est détenu, au secret peut-être, depuis près de trois mois dans un lieu inconnu. L'organisation est vivement préoccupée par sa santé, car il souffre de diabète et suit un traitement contre cette maladie depuis quatre ans. De plus, il porte une ceinture de contention abdominale, car il a subi l'ablation d'un rein.

Selon les informations recueillies, Haji Naim Kuchai a été appréhendé le 1^{er} janvier par les forces militaires américaines à Sang-e Naweshta, dans le district de Char Asiab (province de Kaboul, centre de l'Afghanistan), alors qu'il se rendait à un entretien avec le président Karzaï qui devait porter sur un différend tribal.

Selon des témoins directs qui se trouvaient dans la même voiture qu'Haji Naim Kuchai au moment de son arrestation, deux véhicules conduits par des militaires américains leur ont barré la route. Les militaires ont ensuite encerclé la voiture et pointé leurs armes en direction de ses occupants. Ils ont sorti Haji Naim Kuchai de la voiture, l'ont fait monter dans un des véhicules militaires et ont démarré. Les autres occupants de la voiture n'ont pas été arrêtés.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait parvenir à la famille d'Haji Naim Kuchai deux lettres dont certaines phrases avaient été noircies. On ignore si le CICR a pu rendre visite à Haji Naim Kuchai.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les opérations de l'armée américaine en Afghanistan ont commencé le 7 octobre 2001. Peu de temps après, avec la chute du régime des talibans, l'accord de Bonn prévoyait qu'une autorité intérimaire resterait en place pendant six mois jusqu'à l'établissement, en juin 2002, du gouvernement de transition dirigé par Hamid Karzaï. Tout au long de cette période transitoire, les interventions militaires des États-Unis, motivées par la « *chasse aux talibans et aux membres d'Al Qaida (La Base)* », se sont poursuivies par des frappes aériennes et des opérations au sol menées dans les provinces de l'est et du sud de l'Afghanistan.

Dans le cadre de cette campagne militaire, des soldats de l'armée de terre américaine se sont livrés à des raids dans plusieurs villages et, selon les informations reçues, ont interpellé des civils innocents qu'ils prenaient pour des soldats combattant pour *Al Qaida* ou les talibans. Amnesty International s'est dite préoccupée par le fait que les autorités américaines aient refusé de révéler les circonstances exactes de ces arrestations. L'organisation a exhorté le gouvernement américain à mener une enquête exhaustive et impartiale sur le traitement réservé aux détenus de la base militaire américaine de Bagrame, située au nord de Kaboul, et à rendre publics les résultats de cette enquête.

Certaines personnes ont affirmé avoir été soumises à des mauvais traitements durant leur détention par les autorités militaires américaines (veuillez vous reporter, par exemple, aux pages 8 à 10 et 17 à 21 du document intitulé *United States of America: Memorandum to the US Government on the rights of people in US custody in Afghanistan and Guantánamo Bay* [États-Unis. Note à l'intention du gouvernement américain sur les droits des personnes détenues par les États-Unis en Afghanistan et à Guantánamo Bay] (index AI : AMR 51/053/02, avril 2002). Depuis la publication de ce document, de nouveaux cas d'actes de torture et d'autres mauvais traitements infligés par des militaires américains ont été signalés. Amnesty International a également exprimé son inquiétude face à ces allégations.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en japonais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous vivement préoccupé par les informations selon lesquelles Haji Naim Kuchai pourrait être détenu au secret ;
- cherchez à savoir où il se trouve ;
- exhortez les autorités des États-Unis à révéler s'il est ou non détenu par l'armée américaine et si oui, où il est détenu et pour quels motifs ;
- priez instamment les autorités de faire en sorte qu'Haji Naim Kuchai puisse bénéficier, au cours de sa détention, des soins médicaux qui lui sont nécessaires ;
- demandez instamment aux autorités de le libérer sur-le-champ, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction prévue par la loi ;
- exhortez les autorités à faire en sorte qu'Haji Naim Kuchai puisse consulter un avocat dans les meilleurs délais, communiquer avec ses proches et recevoir la visite de membres de sa famille ;
- dites-vous préoccupé par les récentes informations selon lesquelles des personnes détenues à la base de Bagram, au nord de Kaboul, ont été soumises à des mauvais traitements ;
- essayez d'obtenir l'assurance que toutes les personnes détenues par l'armée américaine seront traitées avec humanité.

APPELS À :

Ministre américain de la Défense :

The Honorable Donald Rumsfeld
Secretary of Defence
Office of the Secretary of Defence
The Pentagon
Washington DC, Etats-Unis

Télégrammes : Secretary of Defence Donald Rumsfeld, The Pentagon, Washington DC, USA

Fax : +1 703 697 8339

Formule d'appel : *Dear Secretary of Defence, / Monsieur le Ministre,*

Chef du Commandement central de l'armée américaine :

General Tommy Franks
Commander
US Central Command
7115 South Boundary Boulevard
MacDill, AFB FL33621-5101
Etats-Unis

Télégrammes : Commander Tommy Franks, Mac Dill, AFB FL33621-5101, USA

Fax : +1 813 827 2211

Courriers électroniques : pao@centcom.mil

Formule d'appel : *Dear Commander Tommy Franks, / Mon Général, (si vous êtes un homme) ou Général, (si vous êtes une femme)*

Ambassadeur des États-Unis en Afghanistan :

Robert P. Finn
US Ambassador
US Embassy
Great Masood Road between Radio Afghanistan and the Ministry of Public Health
Kabul, Afghanistan

Formule d'appel : *Dear Ambassador Finn, / Monsieur l'Ambassadeur,*

COPIES À :

Secrétaire d'État américain :

The Honorable Colin Powell
Secretary of State
US Department of State
2201 C Street NW
Washington DC 20520
États-Unis

Fax : +1 202 261 8577

Formule d'appel : *Dear Secretary of State, / Monsieur le Secrétaire d'État,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 7 MAI 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*